Dans l'objectif d'avoir un consensus sur la délégation des tâches dans le domaine du planning familial, l'ONG Equilibres&populations (E&P) a organisé un atelier les 31 mai et 1er juin 2012, qui a regroupé plusieurs acteurs du domaine.

Selon le représentant de E&P bureau Afrique de l'Ouest, Rodrigue Ngouana, l'objectif de cet atelier est de réunir les différents acteurs du planning familial afin d'échanger et de rechercher un consensus sur la mise en place d'une recherche action expérimentale de la délégation des tâches dans le contexte du Burkina Faso.

En outre, il s'est agi de présenter cette recherche-action expérimentale, d'identifier les étapes préalables à sa mise en oeuvre au Burkina. Rodrigue Ngouana a indiqué que cette étude va leur permettre d'impulser des dynamiques de changement social des populations mais aussi permettre de mobiliser les acteurs par des actions d'information et de communication.

« Nous allons accompagner le ministère de la Santé et les acteurs locaux par le renforcement de leurs capacités d'intervention en mettant en oeuvre des actions de transfert de compétences », a ajouté le représentant de E&P bureau Afrique de l'Ouest.

Cette recherche-action rentre dans le cadre des grands engagements pris par le Burkina Faso au niveau national et international, lors de la conférence de Ouagadougou en février 2011 et la conférence d'Addis-Abeba en 2009.

Selon M. Ngouana, elle répond également au souci du gouvernement d'apporter l'offre complète des méthodes contraceptives à tous les points de distribution et cela passe par le renforcement des capacités des professionnels de santé et leur supervision régulière.

Pour le Dr Charlemagne Ouédraogo, gynécologue-obstétricien, la délégation des tâches consiste à confier à un groupe de personnes, des activités qu'elles n'étaient pas habilitées à faire. « Nous voulons l'appliquer dans le domaine de la planification familiale.

Mais pour le faire, il faut avoir les preuves scientifiques qui montrent que cela va marcher dans le contexte du Burkina Faso », a-t-il souligné. Selon le Dr Ouédraogo, pour qu'elle marche dans un pays, il faut l'adapter à son l'environnement.

C'est ainsi qu'avec E&P, ils ont réfléchi sur une méthodologie de recherche expérimentale pour apporter des preuves et déterminer ses conditions.

« Cela permettra au ministère de la Santé d'avoir la preuve d'une stratégie qui marche et qui vise à réduire les besoins non satisfaits en planification familiale au Burkina », a laissé entendre Charlemagne Ouédraogo.

A l'entendre, 1/3 des femmes au Burkina a un besoin non satisfait en matière de planning familial et cela constitue un danger pour la population. Car selon lui, il faut mieux contenir la poussée démographique pour que chacun puisse profiter de la croissance économique.

Par Joseph Haro